

Bulletin d'histoire politique

Mon implication communautaire à l'ère d'Allende et du coup d'État

Miriam Maruri



Volume 31, Number 1-2, Summer–Fall 2023

Québec-Chili, 1973-2023 : mémoire d'un coup d'État et d'une expérience de solidarité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1107331ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1107331ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Maruri, M. (2023). Mon implication communautaire à l'ère d'Allende et du coup d'État. *Bulletin d'histoire politique*, 31(1-2), 41–48.

<https://doi.org/10.7202/1107331ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2023

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Mon implication communautaire à l'ère d'Allende et du coup d'État

MIRIAM MARURI¹

Je suis née en 1941 à Santiago. Mon père est décédé très jeune, lorsque j'avais seulement six ans. Ma mère ne s'est jamais remariée, et nous a élevés seule, mon frère aîné et moi. Nous habitons dans le quartier Recoleta, dans le nord de Santiago. Nos moyens étaient limités, mais nous avions l'essentiel et nous recevions de l'aide de nos oncles et tantes, car ma mère appartenait à une famille nombreuse, dans laquelle il y avait beaucoup d'entraide. Mon frère et moi avons pu faire notre éducation secondaire dans les lycées publics et en 1960, j'ai commencé à faire des études universitaires en histoire et géographie, pour devenir enseignante au secondaire. Mon frère a plutôt opté pour le travail, afin d'aider ma mère, et s'est trouvé un emploi.

Avant de commencer l'université, je n'avais pas beaucoup de connaissances sur la politique. J'avais une certaine sensibilité sur les différences sociales, mais sans plus. À l'université, j'ai rencontré des étudiants et des professeurs qui m'ont impressionnée, j'ai découvert des choses et un langage que je ne connaissais pas. Mais, vers la fin de mes études, je n'étais pas encore quelqu'un avec des idées de gauche. En 1964, lors de l'élection présidentielle, j'ai voté pour le candidat démocrate-chrétien, Eduardo Frei. Lorsque j'ai commencé à travailler comme enseignante, mes conceptions ont évolué, à mesure que je constatais l'existence d'inégalités sociales. Je le voyais dans mon travail, car j'enseignais dans deux collèges, l'un pour des enfants pauvres et un autre pour les riches. De plus, j'enseignais dans un lycée public, où certains élèves provenaient de milieux assez pauvres. Un autre facteur qui m'a influencé fut ma participation à des activités syndicales. Je croyais de plus en plus en la nécessité de changer la

société, sentiment que je partageais avec mon mari, lui aussi professeur. En 1970, j'ai voté pour Allende. Mais je n'ai jamais adhéré à un parti.

Les trois années d'Allende

Durant les années de l'Unité populaire, j'ai participé à beaucoup d'activités dans mon quartier. Ce fut tout un changement pour moi, car avant 1970 je n'avais jamais senti le besoin de m'impliquer dans mon milieu. Je crois que tout a commencé avec mon implication dans le Centro de madres² et par la suite dans la Junta de vecinos (Comité de résidents) dont j'ai été élue vice-présidente. Nous avons monté des projets en vue d'améliorer la santé des enfants, notamment à travers une campagne de vaccination. Une autre initiative fut l'aménagement d'une place avec des jeux pour les enfants. J'ai participé à la campagne de distribution de contraceptifs, ce qui gênait certaines femmes, car leurs maris n'acceptaient pas cette méthode. J'ai rencontré beaucoup de gens que je n'avais jamais fréquentés auparavant et cela m'a donné l'envie de connaître chacun des habitants de mon entourage, savoir ce que faisait chacun d'eux, leur parler, leur rendre visite... De plus, je participais à des réunions avec les autres professeurs pour appuyer et discuter du projet du gouvernement de procéder à une réforme de l'éducation, afin de la rendre conséquente à la réalité du pays et de ses localités.

En 1972, je me suis investie dans des activités pour faire face aux problèmes de ravitaillement. Il y avait une grande pénurie d'articles de première nécessité, qui n'arrivaient pas dans les magasins du quartier, dépanneurs et épiceries. C'était l'époque du marché noir, créé par l'opposition pour discréditer le gouvernement Allende. J'ai alors participé à la mise sur pied de la Juntas de abastecimiento y precios (JAP), un organisme dont le but était de veiller à la distribution équitable des marchandises et de faire respecter les prix officiels. J'en étais la secrétaire. Nous parlions de ce problème lors des réunions du Centro de madres, avec l'intention de politiser un peu les discussions et de faire prendre conscience aux femmes des raisons du problème de la pénurie d'aliments. Chez moi il y avait souvent des réunions avec des gens qui militaient dans divers partis de la gauche, que ce soit le Parti communiste (PC) ou le Parti socialiste (PS). Le président de la Junta de vecinos, un socialiste, m'a invité à devenir militante de son parti. L'idée m'a attirée, car je me sentais à l'aise avec ce parti. Mais finalement j'ai opté pour garder mon autonomie.

Avec la grève patronale³ d'octobre 1972, la situation politique était devenue de plus en plus tendue, et le gouvernement était sérieusement ébranlé. Je me suis retrouvée dans des réunions organisées par des travailleurs qui faisaient partie des *cordones*⁴ du secteur nord de Santiago, afin de trouver une réponse à la menace qui venait de l'opposition. Il y avait très

peu de femmes dans ces réunions. J’y allais accompagnée d’un jeune homme qui habitait près de chez moi et militait dans le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)⁵, et qui disait être mon garde du corps. J’y allais parce que je pensais que c’était mon devoir, qu’il fallait faire quelque chose pour défendre le gouvernement. Dans les discussions, nous parlions de la nécessité de rassembler des médicaments pour venir en aide aux blessés, car il y avait déjà l’éventualité d’une confrontation violente entre les forces de l’opposition et celles du gouvernement. Certains parlaient de se procurer des armes, ce qui m’a fait peur. Mais tout était très improvisé et nous n’avons rien fait de concret.

Le coup d’État et ses lendemains

Pendant la semaine avant le coup d’État, la tension monta d’un cran. Il y avait toute sorte de rumeurs concernant la possibilité d’un coup d’État et même d’une guerre civile, selon les dires du président de la Junta de vecinos, avec qui nous jasons souvent. Pourtant, le 4 septembre, je suis allée marcher avec mon mari et notre fils, en compagnie de milliers de personnes, pour fêter le troisième anniversaire de la victoire d’Allende lors de l’élection de 1970. Nous avons fait une longue marche, depuis notre quartier jusqu’au centre-ville, défilant par le côté arrière du palais de La Moneda, où se trouvait le président.

Le jour du coup, j’étais à la maison où j’organisais, avec la JAP, la distribution du pain aux voisins du quartier. Les gens faisaient une longue file devant la porte de la maison où nous avions stocké les aliments. Vers 10 heures du matin, nous avons entendu le bruit des avions qui survolaient la capitale, mais nous n’y avons pas prêté beaucoup d’attention, même si c’était pourtant inhabituel. Mais une trentaine de minutes plus tard, tout a dû être arrêté, car nous avons été entourés de *carabineros*⁶ armés qui nous ont obligés à rentrer chez nous. En arrivant à la maison, nous avons entendu les nouvelles à la radio et à la télévision et nous avons compris que le coup d’État, dont plusieurs parlaient depuis quelque temps, était devenu une réalité.

Je ne me rappelle pas beaucoup les détails de cette journée. Nous étions angoissés et nous avons peur de ce qui pouvait nous arriver. Avec mon mari, nous avons passé une bonne partie de l’après-midi à brûler des livres et des revues dont le contenu pouvait être jugé trop radical. Mais ensuite, nous avons craint que la fumée qui se dégageait de la cour de la maison puisse nous trahir. C’était un risque à courir. Et nous avons bien fait, car le lendemain, un capitaine des *carabineros* accompagné de plusieurs hommes lourdement armés est venu frapper à notre porte. Nous avons eu de la chance, car l’officier s’est comporté de façon très polie, se limitant à faire seulement deux pas dans l’entrée de la maison, sans être

suivi par les autres policiers. Il voulait savoir si nous avions des livres. Nous lui avons expliqué que oui, car c'étaient des instruments de travail pour notre profession. Il a jeté un coup d'œil rapide à notre bibliothèque, située dans une pièce à côté de l'entrée, sans regarder les titres, dont certains auraient pu paraître subversifs. Mais ensuite, il a posé à mon mari une question terriblement menaçante : il voulait savoir si nous avions une arme à la maison et si c'était vrai que mon conjoint tirait des coups de feu durant la nuit. Il semble qu'un voisin – nous n'avons jamais su qui, ni pourquoi – avait dénoncé mon mari, sans aucune raison, car nous n'avions jamais rien fait de semblable. Heureusement, il a cru nos réponses et il est reparti, évitant une fouille traumatisante de la maison.

Avant la tombée du soir, une femme est venue nous voir : il s'agissait d'une Mapuche (membre d'un des Premiers peuples au Chili), qui travaillait comme domestique à la maison de mon ami, le président de la Junta de vecinos. Elle était terriblement angoissée, nous racontant que la maison avait été investie par les *carabineros*, faisant beaucoup de dégâts. Son patron avait disparu, sa femme et ses enfants étaient très mal en point et avaient besoin d'aide. Elle-même portait au visage les traces de coups reçus lors de l'intervention policière. Le jour suivant, nous sommes allés voir ce que nous pouvions faire. Nous avons trouvé la maison dans un état lamentable : dans la porte et à plusieurs endroits, il y avait des trous causés par des balles, les meubles étaient brisés, les lits renversés. Une grande photo placée sur un mur dans le salon, montrant des ouvriers en train de faire la *zafra* (récolte) du sucre, que notre ami avait rapportée d'une visite à Cuba, avait été complètement déchirée, sûrement à coups de baïonnette ou de sabre. L'épouse du patron, qui était directrice d'une école primaire, avait du mal à parler, et ses deux enfants pleuraient sans cesse. Elle nous a expliqué que les *carabineros* lui avaient permis de rester chez elle, mais avec interdiction de sortir, du moins jusqu'à nouvel ordre. De son mari, elle n'avait pas de nouvelles. Nous l'avons aidé à mettre un peu d'ordre dans la maison et lui avons promis de lui apporter de la nourriture, ce que nous avons fait dans les jours suivants. Pour ce faire, je suis allé à la *comisaría* (poste de police) et j'ai demandé une autorisation, car je voulais éviter les soupçons et les ennuis si on me voyait trop souvent dans la maison d'une autre personne. Je connaissais certains des officiers, car ils avaient collaboré avec moi à un projet pour aménager une place dans le quartier.

Je ne sais pas exactement combien de semaines se sont passées jusqu'à ce que la vie reprenne un semblant de normalité. Il fallait respecter scrupuleusement le couvre-feu, qui commençait vers six heures du soir et se prolongeait jusqu'à l'aube. Je me rappelle que pendant plusieurs jours, durant la nuit, nous entendions le bruit de coups de feu tirés en rafale, pendant de longues minutes, et qui semblaient venir du *cerro* (mont) San Cristóbal, proche du quartier. À la télévision, on

écoutait les nouvelles, toujours déprimantes, donnant la version officielle de la dictature sur ce qui se passait. Un jour, j'ai entendu à la radio une information qui m'a fait très mal : un de nos anciens camarades d'université, Fredy Taberna, qui habitait dans le nord du pays, venait d'être fusillé⁷. Avec les membres de ma famille, les rapports sont restés bons, même si je savais que certains d'entre eux approuvaient le coup d'État. La seule exception a été une de mes tantes, que nous avons rencontrée brièvement. Elle a dit que tout ce qui s'était passé était de la faute des gauchistes, qui l'avaient mérité. De plus, elle a fait un commentaire très blessant à propos d'une nouvelle domestique, qu'elle devait embaucher le lendemain : « J'espère que maintenant ces femmes ne seront pas très exigeantes au niveau du salaire ».

Deux ou trois semaines après le coup, nous avons reçu un appel inattendu : c'était le frère de notre ami disparu, qui nous demandait de venir chez lui, sans préciser pourquoi. En rentrant, j'ai aperçu un homme que je ne connaissais pas, mais qui s'est approché de moi en me faisant l'accolade : c'était lui, mais il avait tellement changé ! Ses cheveux, habituellement d'une couleur foncée, étaient maintenant blonds, et il s'était rasé la moustache. On nous a expliqué que l'ambassade des Pays-Bas était disposée à l'accueillir comme réfugié, et qu'ils avaient besoin de nous pour le conduire jusque-là. Notre véhicule était une vieille camionnette, avec un seul siège. En arrière, il y avait une sorte de coffre, pas très grand, mais notre ami est parvenu à s'y glisser, afin de ne pas être aperçu. Nous avons fait le trajet jusqu'à l'ambassade, située dans le quartier Providence, là où commençait la partie la plus huppée de la ville. Quelqu'un attendait notre arrivée et a fait rentrer notre passager dans l'ambassade. Plus tard, nous avons su que notre ami était parti vers les Pays-Bas avec sa femme et ses enfants ; ils y ont demeuré pendant toute la dictature.

J'ai été contactée par le jeune militant du MIR, qui voulait de l'aide pour certains de ses camarades cherchant à sortir du pays. L'amitié que j'avais pour lui pouvait me nuire, car les gens se connaissaient et certains résidents du quartier commençaient à dire que j'étais aussi une militante de ce parti, considéré comme d'extrême gauche. Mais j'ai tout de même accepté de le rencontrer. Afin de ne pas éveiller des soupçons, nous nous sommes vus à l'intérieur de l'église du quartier. Je ne me rappelle pas si nous sommes parvenus à établir un projet concret. Par contre, je me souviens très bien de ce qui s'est passé à la sortie de l'église. Par précaution, on est sortis séparément. Mais alors que je marchais vers chez moi, j'ai aperçu une voiture de police qui me suivait en roulant très lentement. Un des *carabineros* m'a salué de façon ironique, pour me faire sentir que j'étais surveillée. Je continuais à marcher, essayant de ne rien faire d'inhabituel et en répondant de façon normale à leurs remarques. Cela a duré environ dix minutes, les plus longues de ma vie. Finalement, ils se sont éloignés et j'ai

pu regagner la maison. On ne s'est pas rencontrés de nouveau, et j'ai appris plus tard qu'il était parti en Argentine.

J'ai vécu un autre moment angoissant peu après mon retour au travail. Vers la mi-octobre, la dictature avait autorisé la reprise des cours. J'enseignais à temps partiel au Lycée N° 1 pour filles, situé au centre-ville, un établissement assez prestigieux. C'est là que Michelle Bachelet avait fait ses études secondaires. Je n'ai pas eu de problèmes au Lycée, car la majorité de mes collègues et la directrice partageaient mes idées. Par contre, j'avais peur de ce qui pouvait se passer à la Maisonnette, un collège privé fréquenté par des filles de familles riches. À part moi, seulement deux autres enseignants s'étaient identifiés au gouvernement déchu. J'avais peur de l'accueil qu'on m'offrirait. Mais mes craintes se sont avérées non fondées : mes collègues m'ont bien accueillie, tout comme la directrice. Tout semblait bien aller, mais un jour, alors que je donnais un cours aux filles de dernière année, on a entendu le bruit des bottes, comme si plusieurs soldats marchaient dans le couloir. Une des filles m'a dit de rester tranquille, et de m'en aller vers le fond de la classe. C'était comme si mes élèves étaient prêtes à me protéger. Des soldats sont entrés, en demandant : « Y a-t-il un cours ici ? » Les filles ont répondu ensemble : oui ! Et ils sont partis. Je ne comprenais pas le but de leur visite. Plus tard, j'ai appris qu'ils avaient amené avec eux un professeur de mathématiques, l'un des rares hommes à enseigner au collège. Il a pu retourner au travail un ou deux jours plus tard, racontant qu'il avait été tabassé, mais relâché le jour même.

J'ai pu reprendre mes activités habituelles. Il semblait qu'il n'y aurait pas des mesures répressives contre les enseignants, ni au Lycée ni au collège⁸. Par contre, mon mari a perdu son emploi, sans recevoir aucune explication de la part de l'institution. Il a commencé à travailler avec la camionnette, transportant toute sorte de choses, que ce soit des sacs de patates ou des boîtes de chaussures. Nous avions un semblant de vie normale. Mais l'ambiance était empoisonnée et mon mari ne voulait pas continuer à vivre au Chili. Il m'a donc proposé de partir au Canada et j'ai accepté, car j'avais peur de nous voir impliqués de nouveau dans des situations à risque, comme l'épisode de l'ambassade. Dans le quartier, je me sentais surveillée. Je voulais vivre tranquille, pour nous et notre fils. J'ai cru naïvement que ce serait un départ qui ne durerait pas trop longtemps, que les militaires accepteraient de remettre le pouvoir aux civils après un certain délai, peut-être quelques années.

La procédure pour avoir le visa d'immigration a été rapide, et déjà en février 1974 nous aurions pu partir. Mais, à la dernière minute, nous avons eu un problème inattendu, qui aurait pu faire déraiser notre projet. Lorsque nous sommes allés faire la demande pour avoir le *certificado de antecedentes*, un document clé pour obtenir les passeports dans lequel une

personne doit spécifier si elle a un casier judiciaire ou des accusations en suspens, on nous a informés que mon mari avait «un problème», sans préciser lequel. La chance nous a aidés : l'employée qui traitait nos dossiers était une jeune femme qui avait récemment passé un examen que j'avais corrigé, afin de compléter son éducation secondaire. Je me souvenais de son cas : avant l'examen, elle m'avait prié de ne pas être trop sévère dans la correction, car elle avait absolument besoin de la note de passage afin de ne pas perdre son emploi. Je lui avais donc accordé cette note, qu'elle ne méritait peut-être pas. La jeune femme m'avait vivement remerciée, me disant qu'elle était prête à m'aider si jamais l'occasion se présentait. Et voilà que le destin nous offrait cette chance. Toujours sans expliquer ce qui ne marchait pas avec le dossier de mon mari (il m'a dit qu'on lui reprochait possiblement le fait d'avoir visité des pays de l'Europe de l'Est lors d'un voyage, ou d'avoir été assistant de recherche d'un professeur communiste très connu à l'université), elle a quitté le bureau pendant quelques instants, et au retour, nous a dit que tout avait été réglé. Nous avons par la suite eu nos passeports. Nous avons décidé d'attendre encore un mois, afin de ne pas arriver au Canada en plein hiver. Le 11 mars, alors que la dictature commémorait son premier semestre au pouvoir avec une cérémonie présentée à la télévision, nous sommes partis du Chili.

Cinquante ans plus tard...

Je garde des trois années de l'Unité populaire le souvenir d'un rêve, celui de faire du Chili un pays plus égalitaire et solidaire, et d'avoir participé à un mouvement collectif dans lequel les actions de chacun avaient un sens pour les autres. Le Chili d'Allende fut un pays où les principales richesses nationales, surtout le cuivre, ont été nationalisées, appartenant ainsi à l'ensemble de ses habitants.

Au Québec, j'ai participé à la vie syndicale pendant les années où j'ai travaillé comme enseignante et j'ai été très impliquée dans la vie de mon quartier, où j'ai été pendant de nombreuses années présidente d'un organisme communautaire. J'ai aussi participé souvent à des réunions sur les questions de l'immigration et de la santé. Ce faisant, je reprenais mon expérience acquise lors des années au pouvoir d'Allende, qui sont restées gravées dans ma mémoire.

Le Chili d'aujourd'hui est très différent de celui de 1970. Mais je crois que depuis la révolte sociale d'octobre 2019 il y a un nouvel espoir, avec de nouveaux partis et la participation grandissante des jeunes.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cette enseignante au secondaire, sans militance partisane, a appuyé le projet de l'Unité populaire, s'impliquant socialement dans son quartier et dans son travail. Elle nous raconte comment les faits dramatiques de 1973 ont été vécus dans son voisinage et comment elle a essayé d'aider un de ses amis persécutés, jusqu'à son départ pour le Québec.
2. Cette institution, créée durant le gouvernement Frei, visait à organiser les mères dans chaque quartier afin de les aider à améliorer leur niveau de vie, en leur offrant des cours dans des domaines tels que la cuisine ou la couture, ainsi qu'avec des formations leur permettant de mieux soigner leurs enfants.
3. En octobre 1972, une grande grève a commencé, organisée par les propriétaires de camions, pour protester contre les actions du gouvernement, l'accusant de vouloir envahir des secteurs d'activité jusque-là dominés par le secteur privé. S'y sont joints plusieurs commerçants, des médecins et des dentistes. Le commerce et la distribution de marchandises ont été gravement perturbés, mais il y a eu une grande mobilisation en faveur du gouvernement pour normaliser la situation. La grève a pris fin avec la nomination du général Carlos Prats comme ministre de l'Intérieur.
4. Pour une définition des *cordones*, voir la note 7 du témoignage de M. Elías Cabrera dans le présent numéro.
5. Au sujet du MIR, voir la note 8 du témoignage de Jorge Guerra dans le présent numéro.
6. Pour une définition des *carabineros*, voir la note 11 du témoignage de M. Elías Cabrera dans le présent numéro.
7. Son cas a été commenté dans la presse et a donné lieu plus tard à des publications. Spécialisé dans la géographie, il était devenu chef régional d'ODEPLAN, l'organisme d'État chargé de la planification du développement, et était un militant très connu du PS. Il fut fusillé à Pisagua, dans le nord du pays, à la suite d'une parodie de procès, en octobre 1973.
8. Pourtant, il y a eu un nombre inconnu, mais assez grand, probablement plusieurs centaines, sinon plus, d'enseignants qui ont été congédiés des écoles, lycées publics et universités. Certains programmes universitaires, comme celui d'anthropologie, ont été carrément fermés. Dans les collèges privés, la situation a été décidée par les propriétaires de chaque établissement.